Les Panaméens rejettent l'accord minier

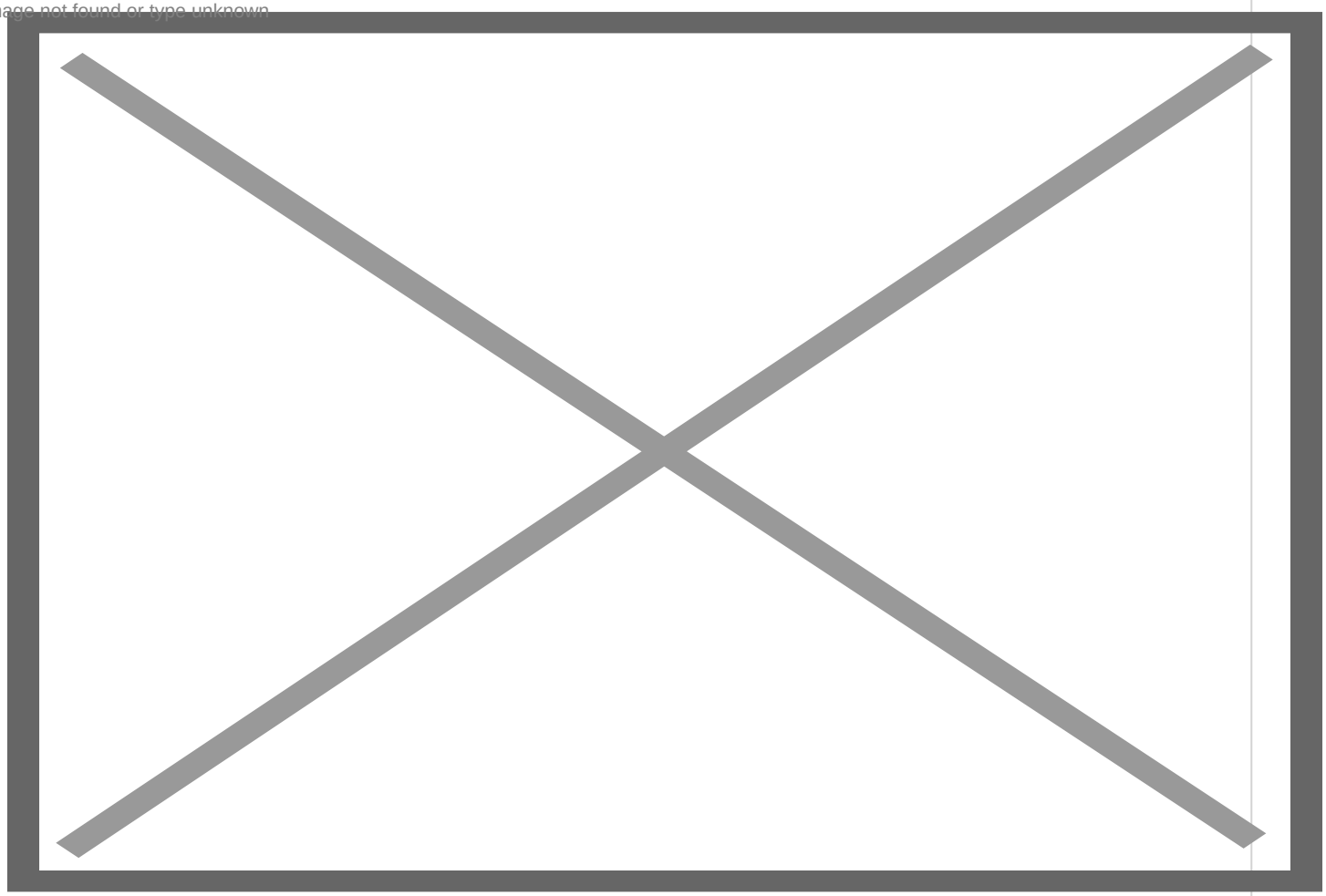
Par María Josefina Arce

Les Panaméens sont dans la rue. Ils protestent contre un nouvel accord minier signé entre le gouvernement et l'entreprise Minera Panamá, qu'ils décrivent comme nuisible à la souveraineté du pays, à la biodiversité et à la santé de ses citoyens.

Ce nouvel accord avec la filiale de la transnationale canadienne First Quantum remplace celui signé en 1997, qui a été déclaré inconstitutionnel par la Cour suprême de justice en 2017, près de neuf ans après le dépôt d'un recours par le Centre de défense de l'environnement (Centro de Incidencia Ambiental).

L'accord actuel permet à l'entreprise d'exploiter la mine dans la province caribéenne de Colón pendant 20 ans, avec la possibilité d'une prolongation de 20 ans supplémentaires.

Image not found or type unknown



L'accord a été approuvé en un temps record à la fin de la semaine dernière lors du troisième et dernier débat à l'Assemblée nationale, au milieu des protestations, et entériné quelques heures plus tard par le président panaméen Laurentino Cortizo.

L'accord, auquel certaines modifications ont été apportées face aux interrogations, qualifié de pur maquillage par divers secteurs, permettra l'exploitation de la plus grande mine de cuivre à ciel ouvert d'Amérique centrale, avec les effets habituels sur la population et l'environnement.

Il a été prouvé que cette technique minière, utilisée depuis des décennies, a des conséquences désastreuses. L'eau, l'air et le sol sont pollués, ce qui entraîne une perte de biodiversité et des maladies parmi la population environnante.

Des études ont révélé de graves problèmes de peau, des lésions oculaires, des malformations congénitales, des fausses couches et des taux élevés de métaux lourds dans le sang des personnes vivant à proximité des sites miniers.

Il est également souligné que cet accord viole le traité d'Escazú, qui a été ratifié par le pays en 2020 et qui vise à garantir que chacun puisse jouir du droit à un environnement sain et à un développement durable.

Ce traité appelle également à la participation des citoyens aux processus décisionnels en matière d'environnement, un aspect qui, selon diverses organisations, n'a pas été pris en compte, les avis d'importants secteurs de la société ayant été ignorés.

Ces dernières heures, les protestations se sont intensifiées. Les Panaméens rejettent un contrat minier qui, selon eux, permet le pillage des ressources naturelles du pays, et réclament même un référendum pour soumettre au vote la politique dans ce secteur.

---

https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/337415-les-panameens-rejettent-laccord-minier

Radio Habana Cuba